6 février 2007, Ottawa

Allocution à l'occasion du premier anniversaire du gouvernement Harper

Bon après-midi Mesdames et Messieurs.

Merci beaucoup de m'avoir accueilli si chaleureusement, et merci, Carole Chouinard, de cette aimable introduction. Il y a un an jour pour jour, 26 membres de mon Cabinet et moi-même étions assermentés pour former le nouveau gouvernement du Canada. Peut-être que c'était l'émotion de la journée ou l'étendue du défi que nous devions relever, mais je n'ai pas beaucoup dormi cette nuit-là. Eh bien, nous voici, douze mois plus tard. Je dois dire que je dors beaucoup mieux ces jours-ci!

Parce que nous avons réalisé beaucoup de choses au profit des Canadiennes et des Canadiens au cours de la dernière année, nous pouvons dire fièrement que nous avons tenu parole et que nous avons livré la marchandise. Nous avons commencé à regagner la confiance du public à l'égard du gouvernement national en déposant la Loi fédérale sur la responsabilité. Nous avons ciblé les dépenses, remboursé une énorme partie de la dette nationale et adopté un budget qui offre 20 milliards de dollars en allègements fiscaux. Nous avons offert des incitatifs et des allègements fiscaux réels et concrets – dont bon nombre viennent tout juste d'entrer en vigueur – aux familles travailleuses de la classe moyenne et aux aînés. Nous avons offert un choix en matière de garde d'enfants aux personnes qui savent ce qui convient le mieux aux enfants, c'est-à-dire leurs parents, grâce à la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Nous avons déposé des projets de loi visant à privilégier d'abord les droits des victimes et à garder les contrevenants dangereux sous les verrous.

Nous nous sommes attelés à la tâche plus qu'urgente de reconstruire les Forces canadiennes et nous avons commencé à rétablir notre rôle de leader de principe sur la scène internationale. Nous avons fait les premières démarches en vue de réduire les délais d'attente des patients et nous avons élaboré un plan réaliste et exhaustif afin de protéger et d'améliorer notre précieux environnement. Bref, nous avons honoré les engagements que nous avons pris à l'égard des Canadiennes et des Canadiens.

Cependant, le leadership ne se limite pas à faire des promesses et à les tenir. Encore faut-il réagir aux événements et être à la hauteur de la situation quand il le faut. Comme nous l'avons fait pour les fiduciaires de revenu, la situation changeante en Afghanistan, et notre motion visant à reconnaître les Québécoises et les Québécois comme une nation au sein d'un Canada uni. Toutes nos actions trouvent leur source dans les valeurs et les aspirations des Canadiennes et des Canadiens. Toutes nos actions visent à procurer aux Canadiennes et aux Canadiens des avantages pratiques et concrets. Et toutes nos actions visent le même but ultime : bâtir un Canada plus fort, plus sécuritaire et meilleur. Un Canada qui sert les intérêts de toute la population. Je veux vous donner aujourd'hui un aperçu détaillé des projets de notre gouvernement pour l'hiver et le printemps.

D'abord, pour ce qui de renforcer le Canada. Afin de relever les défis du XXI^e siècle, le Canada doit se renforcer dans quatre dossiers : les institutions démocratiques; la fédération; l'économie et le rôle dans le monde. C'est l'engagement du Canada à l'égard de la démocratie qui explique sa réussite comme pays. Cependant, la foi que la Canadiennes et

les Canadiens ont en notre démocratie a été ébranlée par les scandales politiques des dernières années. L'apathie et le cynisme publics devraient s'estomper comme le souvenir de ces scandales. Et je crois que la Loi fédérale sur la responsabilité a déjà fait beaucoup pour rétablir la confiance de la population canadienne à l'égard de son gouvernement.

Mais nous devons faire plus encore, et quel meilleur endroit pour commencer que notre Sénat désuet. Nous devons moderniser la Chambre haute en fixant enfin des mandats sénatoriaux de durée limitée. Nous devrions le démocratiser en adoptant notre projet de loi sur les élections sénatoriales de façon à ce que les Canadiennes et les Canadiens puissent maintenant choisir leurs représentants au Sénat. La démocratisation du Sénat s'inscrit simplement dans notre plan de consolidation de la fédération. À la fin du XXe siècle, une succession de gouvernements fédéraux a accru, de façon dramatique, la portée d'Ottawa en matière de finances et de compétence, ce qui a grandement nui à l'unité nationale et affaibli notre pays.

Nous avons adopté un style de fédéralisme plus ouvert, le fédéralisme d'ouverture grâce auquel le Québec a, par exemple, été invité à participer pleinement aux travaux de l'UNESCO. Dans notre prochain budget, nous prendrons enfin des mesures afin de rétablir l'équilibre fiscal au Canada de façon à ce que les provinces et les territoires disposent des ressources nécessaires pour respecter leurs obligations à l'égard des Canadiennes et des Canadiens. Grâce au budget, les relations fiscales entre les gouvernements s'appuieront de nouveau sur des principes en offrant un appui et des transferts fédéraux prévisibles et à long terme. Nous respecterons leurs compétences, nous nous concentrerons sur les responsabilités fédérales fondamentales et ferons en sorte que les programmes fédéraux traitent les Canadiennes et les Canadiens de façon équitable où qu'ils vivent.

Toutefois, la force d'un pays ne dépend pas seulement de la force de ses institutions et de ses ententes politiques, mais également d'une économie florissante. En novembre dernier, le ministre des Finances, Jim Flaherty, a dévoilé son plan pour renforcer notre économie et la rendre plus concurrentielle. Son plan, *Avantage Canada*, limitera la croissance du gouvernement tout en donnant aux particuliers et aux sociétés la liberté nécessaire à la prospérité dans la conjoncture. Ce plan s'appuie sur l'engagement que nous avons pris de continuer à réduire les impôts, à contrôler les dépenses et à rembourser la dette. Croyez-en ma parole : avec notre budget, nous entreprendrons des mesures historiques à cet égard. En particulier, lors du prochain budget, nous intégrerons à un texte de loi notre « garantie de remboursement d'impôt ». À l'avenir, lorsque le gouvernement fédéral remboursera la dette nationale, il devra utiliser les économies d'intérêts réalisées pour réduire les impôts personnels. Mais une économie forte ne dépend pas seulement des allègements fiscaux. La communauté internationale d'investisseurs reconnaît déjà le Canada comme un grenier de ressources vitales et une superpuissance énergétique émergente.

Nous ferons des investissements ciblés dans d'autres secteurs clés de notre économie afin : de faire du Canada un chef de file mondial en matière de recherche et de développement; de donner aux Canadiennes et aux Canadiens l'éducation et la formation postsecondaires dont ils ont besoin pour réussir et de bâtir une infrastructure moderne des transports et corridors commerciaux. J'ajouterai quelques mots sur l'importance que le gouvernement attache à ces dossiers. Grâce à ces investissements supplémentaires, notre gouvernement

prend les engagements les plus longs jamais garantis depuis plus de cinquante ans en matière d'infrastructures et de corridors commerciaux.

Nous continuerons aussi de défendre nos intérêts dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, et nous collaborerons avec les producteurs pour que leur industrie reste viable et concurrentielle à long terme. Les agriculteurs peuvent s'attendre à d'autres mesures qu'offriront les nouveaux programmes gouvernementaux de soutien du revenu, surtout face aux coûts de production. Nous éliminerons les tracasseries administratives qui pèsent sur les entreprises, nous réduirons la réglementation inutile et nous stimulerons la concurrence dans le marché canadien. Et nous adopterons de nouvelles stratégies pour encourager l'investissement étranger et multiplier sur les marchés mondiaux les débouchés offerts aux entrepreneurs et aux produits canadiens.

Le quatrième élément de notre stratégie destinée au renforcement du Canada consiste à rétablir une politique étrangère énergique qui serve les valeurs et intérêts canadiens. L'escalade des conflits régionaux et du terrorisme qui a culminé dans les attentats du 11 septembre perpétrés à New York et à Washington, ont ouvert les yeux des Canadiens et du monde à de nouveaux dangers. Le Canada a besoin d'une armée plus forte et il doit jouer un rôle plus prépondérant dans le monde afin de protéger son peuple et ses intérêts à l'étranger. Voilà pourquoi nous allons continuer à reconstruire les Forces canadiennes, continuer à lutter contre les talibans, et poursuivre nos efforts de reconstruction au profit de la population de l'Afghanistan. Dans les semaines qui viennent, nous présenterons au Parlement un rapport qui résume l'avancement et les défis de notre mission et nous annoncerons de nouvelles grandes étapes pour ce pays ravagé par la guerre. En Afghanistan et ailleurs, nous continuerons de collaborer avec les Nations Unies et nos alliés pour renforcer la stabilité et la sécurité internationales, et nous continuerons de parler clairement et ouvertement sur la scène internationale afin de défendre les valeurs fondamentales du peuple canadien et de tous les peuples civilisés que sont : la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

Nous avons en outre rétabli des relations plus saines avec les États-Unis. Nous visons avec eux une relation fondée sur le respect mutuel. Nous avons nos intérêts particuliers. Les Américains ont les leurs. Ils coïncident souvent, mais pas toujours. Pour qualifier la relation, l'un de mes prédécesseurs utilisait la métaphore de la souris qui dort près de l'éléphant. J'ai toujours trouvé que cette comparaison ne rendait pas justice au Canada. La métaphore de l'ours grizzli et du carcajou serait plus juste. Nous sommes peut-être plus petits, mais non moins farouchement déterminés à protéger notre territoire. Notre nouvelle approche porte fruit. Sur le bois d'œuvre, nous avons finalement conclu une entente qui a permis le remboursement de plus de 5 milliards de dollars aux producteurs canadiens et mis fin à un litige coûteux qui menaçait un secteur vital de notre économie.

Dans toute une gamme de dossiers, je crois que les responsables à Washington savent maintenant plus clairement ce que veut le Canada et ce qu'il préconise. Mais tout comme nos intérêts, nos rapports de voisinage ne s'arrêtent pas à 49e parallèle. C'est pourquoi nous nous efforcerons de rétablir les relations dans l'ensemble des Amériques, avec nos partenaires du Mexique, des Caraïbes ainsi que de l'Amérique centrale et du Sud. Les Canadiennes et les Canadiens n'ont plus à s'excuser de leur gouvernement. Par conséquent, nous faisons tous meilleure figure sur la scène internationale ces jours-ci en jouant le rôle de

véritable chef de file. Et nous continuerons de jouer un rôle de premier plan dans les affaires internationales et d'améliorer véritablement la vie des peuples défavorisés et opprimés du monde entier. À bien des égards, le fait de renforcer le Canada nous permettra de réaliser notre deuxième grand objectif qui consiste à rendre le pays plus sûr.

À Toronto, pendant mon enfance, les rues et les quartiers sécuritaires allaient de soi. Le Canada était reconnu partout dans le monde comme le royaume de la paix; les crimes étaient rares. Mais malheureusement, cette situation a changé. Depuis quelques années, par exemple, le taux d'homicides, souvent associé aux gangs, aux armes à feu et aux drogues, est monté en flèche. Pour rendre le Canada plus sûr, notre gouvernement a déposé un projet de loi visant à chasser les criminels violents et dangereux de nos rues. Nous voulons que les crimes graves entraînent des peines sévères. Nous voulons sévir contre les prédateurs sexuels, les adeptes des courses de rues, les conducteurs aux facultés affaiblies et les délinquants qui commettent des crimes au moyen d'une arme à feu. Nous avons fourni aux forces policières plus d'outils et de ressources pour qu'ils s'attaquent à la criminalité, et nous armerons les douaniers qui surveillent la frontière.

Nous avons joué un rôle de premier plan dans la lutte internationale contre le blanchiment d'argent lié au crime organisé et aux groupes terroristes. Et nous avons commencé à travailler avec des groupes communautaires dans les villes canadiennes pour favoriser la prévention du crime et aider les jeunes à trouver des débouchés plus positifs que la criminalité et la drogue. Au cours des mois à venir, nous poursuivrons nos efforts afin d'édifier un Canada plus sûr en offrant un appui accru aux victimes. Nous exercerons des pressions auprès des parlementaires pour qu'ils prennent leurs responsabilités et qu'ils luttent sérieusement contre la criminalité.

Au cours de la dernière campagne électorale, les partis d'opposition se sont targués d'être favorables aux peines d'emprisonnement obligatoires en cas de crimes commis avec une arme à feu, à l'imposition de l'inversion du fardeau de la preuve pour les libérations sous caution dans le cas des crimes perpétrés avec une arme, à l'adoption de mesures sévères contre les délinquants violents et dangereux. Et nous aussi nous l'étions. Voilà pourquoi nous avons déposé un projet de loi portant sur ces trois éléments. Nous avons l'appui de la population. Les forces policières et les fonctionnaires, notamment des personnes aussi éloignées de nous sur le plan idéologique que le premier ministre de l'Ontario et le maire de Toronto, ont également appuyé ces réformes. Mais les projets de loi traînent toujours au Parlement en raison de l'obstructionnisme des partis d'opposition.

Croyez-moi, si une élection a lieu avant que ces projets de loi ne soient adoptés, l'opposition aura beaucoup d'explications à donner. Le fait de renforcer et de sécuriser le Canada nous permettra d'atteindre notre troisième objectif important : faire du Canada un meilleur pays. Nous avons déjà pris des mesures afin d'améliorer la santé de la population grâce à des initiatives comme notre nouveau Partenariat canadien contre le cancer, nous avons versé une aide financière à la Fondation Rick Hansen qui se consacre à la recherche sur les traumatismes médullaires, et nous avons pris de nouvelles mesures relativement aux délais d'attente pour les patients, particulièrement les enfants et les Autochtones.

D'autres initiatives, portant particulièrement sur les délais d'attente pour les patients, seront annoncées dans les mois à venir. Nous déposerons en outre un nouveau projet de loi, la Loi

sur les Canadiens handicapés, et procéderons à la création de nouvelles places en garderie. Mais les Canadiennes et les Canadiens ont été clairs : ils veulent que nous accordions par-dessus tout la priorité à la protection et à l'amélioration de notre environnement.

Mesdames et Messieurs, le défi fondamental de notre époque est de faire de réels progrès dans le dossier de la protection environnementale en préservant les emplois et les niveaux de vie. Et pour trouver cet équilibre, il faudra des données scientifiques fiables, un débat rationnel et une volonté politique. Notre gouvernement comprend que le réchauffement de la planète menace sérieusement la santé et le bien être des Canadiennes et des Canadiens. Le dernier rapport du groupe d'experts intergouvernemental des Nations Unies sur l'évolution du climat a d'ailleurs sonné l'alarme une fois de plus. On prévoit que les niveaux élevés d'émissions de gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère exacerberont les changements climatiques, ce qui pourrait s'avérer catastrophique dans de nombreuses régions du globe. Mes enfants, les vôtres et tous les enfants méritent de grandir dans un monde où ils peuvent respirer de l'air pur et boire de l'eau potable. Ils méritent des terres fertiles qui procureront des cultures saines et assureront la santé du bétail. Et ils méritent de grands territoires de nature sauvage, des sanctuaires qui non seulement préservent notre flore et notre faune précieuses, mais qui permettent également aux êtres humains de plus en plus urbanisés de reprendre contact avec la nature.

Mais pour pouvoir offrir cet avenir à nos enfants, nous devons avoir un plan réaliste, pas que de la rhétorique vide de sens. Notre gouvernement appuie un effort global concerté visant à s'attaquer aux changements climatiques, effort auquel doivent participer les plus grands émetteurs, notamment les États-Unis et la Chine. Nous ne pouvons toutefois pas demander aux autres d'agir à moins d'être nous-mêmes prêts à déployer des efforts ici, en prenant des mesures concrètes pour réduire les gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique. Après plus d'une décennie d'inaction, le Canada affiche l'un des pires bilans des pays développés en ce qui a trait à la qualité de l'air et aux gaz à effet de serre. Le gouvernement précédent avait fixé des cibles ambitieuses en matière de réduction des gaz à effet de serre, puis ces émissions ont augmenté de 27 % pendant son mandat. Résultat : il y a davantage de smog dans nos villes ainsi que de cas d'asthme et d'autres malaises.

Voilà pourquoi notre gouvernement trace une nouvelle voie dynamique. Notre programme de réglementation de la qualité de l'air se démarque radicalement des choix évités par le passé. Dans les semaines qui viennent, et pour la toute première fois, le nouveau gouvernement du Canada réglera les émissions de gaz à effet de serre produites par les grands secteurs industriels. Pour la toute première fois, nous réglerons la pollution atmosphérique produite par les grandes industries. Pour la toute première fois, nous réglerons le rendement énergétique des automobiles, à compter de 2011. Et pour la toute première fois, nous établirons des objectifs de conformité exécutoires à court, à moyen et à long terme. L'ère de la conformité volontaire est révolue. Dans notre plan environnemental, nous présenterons aux Canadiennes et aux Canadiens notre nouvelle Initiative d'éco ÉNERGIE renouvelable qui vise à appuyer l'efficacité énergétique et à favoriser l'offre d'énergie renouvelable. Ils constateront que la réglementation prescrit une utilisation accrue d'éthanol et d'autres combustibles verts. Ils constateront que des mesures sont prises pour rendre plus abordables les véhicules à faible consommation de carburant. Ils constateront une protection améliorée contre les produits chimiques dangereux grâce à notre nouveau plan de gestion des produits chimiques. Et ils constateront le soutien accordé à des initiatives de

préservation des milieux sauvages comme le projet de conservation de la forêt pluviale du Grand Ours en Colombie-Britannique.

Le Budget de 2006 a permis d'exonérer de l'impôt les dons de fonds de terres écosensibles, et nous compléterons cette mesure au cours des prochaines semaines par d'importantes initiatives de conservation faisant appel au secteur privé. Bref, les Canadiennes et les Canadiens bénéficieront d'un Canada plus propre, plus vert et plus sain – un Canada meilleur.

En nous voyant mettre en place notre programme au cours des prochains mois, les Canadiens constateront que le nouveau gouvernement du Canada représente une rupture fondamentale par rapport au genre de gouvernement auquel ils ont été habitués la plupart du temps au cours du dernier demi-siècle. Ils se rendront compte qu'ils ont des choix clairs à faire à l'égard des plus importants enjeux qui se posent à notre pays. Un choix clair à faire entre une action décisive qui contribue à bâtir une économie vigoureuse, à assurer un gouvernement plus intègre et à produire des résultats concrets, Et retourner à une époque caractérisée par les dérives, les scandales et les paroles creuses. Un choix clair entre une politique étrangère qui défend activement nos intérêts nationaux et nos valeurs. Par opposition à une « puissance douce » qui relègue le Canada aux marges de l'arène internationale.

Un choix clair entre un pays où Ottawa pratique un fédéralisme d'ouverture, où les rôles et les responsabilités des différents ordres de gouvernement sont définis de façon logique et sont appliqués de façon respectueuse, et un pays où Ottawa pratique un fédéralisme centralisateur où Ottawa et les provinces sont constamment à couteaux tirés lorsqu'il est question d'argent et de pouvoir. Un choix clair entre un pays où chacun est libre de tirer le meilleur parti de ses choix et de ses possibilités. Par opposition à un pays où l'État prétend savoir mieux que vous comment dépenser votre argent et élever votre famille. Un choix clair entre un pays qui veille à la sécurité de ses rues et de ses quartiers, Par opposition à un pays où les rues sont le royaume des fusils, des gangs et de la drogue. Et un choix clair entre un pays qui prend des mesures pratiques et réalistes pour protéger l'environnement. Par opposition à un pays qui fixe des cibles irréalistes, puis ne fait absolument rien pour les atteindre.

Devant ces choix de plus en plus clairs, je suis convaincu que les Canadiennes et les Canadiens choisiront de continuer à bâtir un Canada plus fort, plus sûr et encore meilleur pour nous tous.

Merci beaucoup et à la prochaine.